

*Direction Risques Industriels
Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud
2, rue Jean RICHEPIN
BP 60079
66050 PERPIGNAN Cedex*

Perpignan, le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

COLAS FRANCE

2 rue Gaspard CORIOLIS
44300 Nantes

Réf : 2025-81-PR
Code AIOT : 0006601418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 sur la carrière de Riutès exploitée par la société COLAS FRANCE située avenue du Puymorens sur la commune de LATOUR-DE-CAROL. L'inspection a été annoncée le 01/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle qui prévoit une inspection tous les 3 ans de la carrière de Riutès. La précédente inspection a été réalisée le 06/05/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS FRANCE
- AVENUE DU PUYMORENS 66760 LATOUR-DE-CAROL
- Code AIOT : 0006601418
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette carrière a été autorisée initialement par l'arrêté préfectoral du 24 octobre 1973 puis renouvelée pour une durée de 20 ans par l'arrêté du 23 mars 1984, puis pour une durée de 10 ans par l'arrêté du 24 janvier 2005 et enfin pour une durée de 30 ans par arrêté préfectoral du 19 novembre 2010.

Ce dernier arrêté constitue l'acte administratif de référence.

Les modifications du mode d'exploitation et du phasage ont été prises en compte par l'arrêté complémentaire du 21 avril 2021.

Cette carrière porte sur une surface totale de 9,52 ha, une durée de 30 ans (soit jusqu'en 2040) et une production maximale annuelle de 250.000 tonnes.

Depuis le 1 janvier 2021 la dénomination et le siège social ont évolué au profit de COLAS FRANCE (1 rue du Colonel Pierre AVIA 75015 PARIS)

La carrière comprend les activités suivantes relevant du régime de l'enregistrement :

- broyage, concassage criblage pour une puissance de 1250 kW ;
- station de transit de minéraux de > 10000 m².

L'extraction est réalisée hors d'eau à l'aide d'une pelle hydraulique et de tombereaux après abattage des matériaux à l'explosif (les tirs de mines sont effectués par une société spécialisée).

Six à sept tirs de mines sont pratiqués chaque année, aucun explosif n'est stocké sur le site.

La stabilité du massif rocheux a été vérifiée après une analyse structurale simplifiée, les coefficients de sécurité ont été calculés pour les mécanismes d'instabilité mis en jeu.

Les matériaux extraits sont transportés vers les installations de concassage-criblage implantées sur le site, pour fabriquer les différents granulats destinés à la vente puis stockés sur l'aire existante des installations de concassage-criblage et évacués par camions.

Les produits finis sont utilisés notamment pour la fabrication des enrobés et les corps de chaussée.

Très peu de stériles sont générés par sur le site. Ceux produits sur la carrière sont traités et lavés sur l'installation voisine de Ques pour être valorisé en totalité en sable et gravillon.

L'extraction de cette installation a diminué de 200 000 à 70 000 tonnes (valeurs moyennes établies sur plusieurs années).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Audit des prescriptions	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.5	Demande d'action corrective	3 mois
2	Bilan environnement annuel	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Plan surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Plan d'exploitation et de remise en état	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.3
4	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 4.2.2
5	Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
7	Bilan surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
8	Limitation émissions poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1 & 19.2
9	Vérification de la clôture	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article '8.1.3

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
10	Respect des conditions d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.4
11	Respect du Phasage	Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.5

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière Riutes est une carrière de montagne à flanc d'un relief pentu qui exploite un gisement hétérogène et comprenant de nombreuses discontinuités. Par ailleurs lors de la reprise de l'exploitation par la société Colas en 1998 il subsistait des fronts de très grande hauteur nécessitant une mise en conformité.

L'inspection a pu constater que la géométrie définie par l'étude géologique structurale et le phasage d'exploitation est globalement respecté.

Bien que l'installation de traitement implantée sur le carreau de la carrière est ancienne, des aménagements ont été réalisés afin de limiter l'impact en particulier des émissions de poussières.

L'exploitant apparaît maintenir le dialogue avec les riverains proches et la mairie afin de pouvoir prendre en compte les éventuelles observations des habitants de la commune.

Concernant les 3 points de contrôle faisant l'objet de proposition de suites administratives mentionnés au § 2.2, l'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suites demandant à l'exploitant d'engager des actions correctives et de transmettre, sous un délai de 3 mois, les justificatifs permettant de prouver la conformité aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 0 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 1.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : La société COLAS FRANCE (SIREN n° 329 368 526) dont le siège social est situé 1 rue du Colonel Pierre AVIA à Paris (75015), est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation et étendre la carrière à ciel ouvert de granites-grano-diorites, cornéennes et moraines dite « de Riutès », située sur le territoire de la commune de Latour-de-Carol.
Constats : L'autorisation d'extension et renouvellement du 19/11/2010 était au nom de la société COLAS MIDI-MEDITERRANEE. Depuis le 1 janvier 2021 la dénomination et le siège social ont été modifiés comme suit : société COLAS FRANCE, siège social situé 1 rue du Colonel Pierre AVIA 75015 PARIS, mais sans changement de SIRET ; cette modification de la dénomination sociale ne constitue pas un changement d'exploitation. L'exploitant confirme que les sites de Latour-de-Carol ne sont pas concernés par la création de la société NEXSTONE réunissant les 3 filiales Colas Carrière & Matériaux Nord-Est, Carrière & Matériaux Sud-Est et Carrière & Matériaux Normandie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 1 : Audit des prescriptions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Audit des prescriptions
Prescription contrôlée : Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans. En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant. Les résultats de ces vérifications doivent être archivés et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Le premier audit devra être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté. Le résultat de cet Audit sera transmis au Préfet avec la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 8.1.6 avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. Les non-conformités sont corrigées sans délais.
Constats : L'exploitant présente l'audit complémentaire réalisé afin de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté du 22/09/1994, qui a été demandé lors du précédent contrôle de 12/08/2022. Cet audit qui a été effectué par la société NGEC le 01/06/2023 fait ressortir les écarts suivants : <ul style="list-style-type: none">• Le stock de terres de décapage doit faire l'objet d'un suivi quantitatif et qualitatif ;• Le suivi des retombées est assuré par plaquettes et non par jauge de retombée. L'inspection note que le précédent audit des prescriptions de l'arrêté d'autorisation date du 01/04/2021 et n'a pas été renouvelé.

Demande de l'inspection à la suite du constat : <ol style="list-style-type: none"> 1. L'audit des prescriptions de l'arrêté doit être renouvelé afin de respecter l'échéance de 3 ans au maximum entre 2 audits. 2. L'audit doit porter sur l'arrêté d'autorisation et les arrêtés ministériels applicables relatifs aux rubriques ICPE 2510, 2515, 2517. 3. Les écarts doivent faire l'objet d'un plan de mise en conformité associé à un planning de réalisation
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Bilan environnement annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan environnement annuel
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment : <ul style="list-style-type: none"> • une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ; • un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière ; • un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ; • tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ; • la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ; • le plan d'exploitation et de remise en état.
Constats : L'exploitant présente le rapport d'activité 2024 daté du 28/03/2025. Ce rapport englobe les activités de la carrière, de l'installation de lavage de Ques, de la centrale d'enrobés de Riutès, de la plate-forme ISDI de Ques. Pour ce qui concerne la carrière, ce rapport : <ul style="list-style-type: none"> • rappelle la situation administrative, les arrêtés en vigueur, les échéances et actes pour la garantie financière ; • indique l'activité de l'année écoulée : volume extrait, fronts exploités, zones remises en état ; • précise le bilan des suivis réalisés au titre de l'hygiène & sécurité (en application du Code du travail) ; • précise le bilan des contrôles réalisés en application de l'arrêté d'autorisation : retombées de poussières, émissions sonores, élimination des déchets, analyse des rejets des eaux pluviales.

Demande de l'inspection à la suite du constat :

Pour ce qui concerne la carrière, le rapport annuel doit être complété afin de justifier le respect :

- de la géométrie d'exploitation ;
- du phasage d'exploitation ;
- du plan de remise en état de la carrière.

Le plan d'exploitation et les plans de coupe justifiant le profil d'exploitation doivent être annexés au rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan d'exploitation et de remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 9.3.3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation et de remise en état

Prescription contrôlée :

Il est établi un plan d'exploitation et de remise en état orienté de la carrière sur fond cadastral, sur lequel seront mentionnés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 m,
- le positionnement des bornes permettant la délimitation du terrain (la borne nivelée sera repérée),
- les éléments dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité publique (routes, chemins, ouvrages publics, habitations, etc...).

Ce plan sera mis à jour tous les ans au 31 décembre. Cette mise à jour concernera :

- l'emprise des infrastructures (installations - pistes - stocks ...),
- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte - extraction - parties exploitées non remises en état ...),
- l'emprise des zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs.

Constats :

L'exploitant présente la dernière mise à jour du plan de la carrière de Riutès, indice L de février 2025 à l'échelle 1/1000°.

Ce plan fait apparaître :

- le périmètre d'exploitation, la limite à + 30 m, la limite à + 200 m (partiellement du fait de la taille du plan) ;
- le positionnement des bornes ;
- les zones remises en état ;
- le périmètre exploité en 2024 ;
- les fronts, pistes, l'altimétrie...

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les bassins de rétention des eaux pluviales• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan des réseaux figure sur le plan d'exploitation. Sont précisés : <ul style="list-style-type: none">• le réseau des eaux pluviales ;• le réseau des eaux usées ;• le sens des écoulements des eaux pluviales. Les eaux pluviales sont récupérées dans 5 bassins respectivement de : <ul style="list-style-type: none">• bassin A : 8200 m³ ;• bassin B : 790 m³ ;• bassin C : 130 m³ ;• bassin D : 40 m³ ;• bassin E : 3700 m³ ; positionnés sur le carreau de la carrière en point bas de la carrière. Le bassin C récupère les eaux de lavage des engins, il est associé à un séparateur qui se rejette dans le canal de Puigcerda. Les eaux vannes sont traitées par une fosse septique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente la dernière mise à jour du plan de gestion des déchets datée du 09/12/2024. À noter que la carrière est associée à l'installation de lavage de Ques qui permet de valoriser les refus du scalpage et à l'installation de stockage de déchets inertes de Ques qui permet le stockage des boues de l'installation de lavage. Les terres de décapage sont stockées sur place et valorisées pour le réaménagement de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Plan surveillance des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan surveillance des retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente le plan de surveillance des retombées de poussières, document daté de mai 2023.</p> <p>Ce plan englobe les activités réalisées par les autres sites ; centrale d'enrobés de Riutès et installation de lavage et ISDI de Ques.</p> <p>Le plan de surveillance mentionne que « <i>Sur la carrière de Riutès, la production annuelle étant inférieure à 150 000 t/an il a été admis, en accord avec la DREAL, que les mesures de retombées de poussières soient effectuées par la méthode des plaquettes, dans la continuité des mesures réalisées avant la mise en application de l'arrêté ministériel du 30 septembre 2016.</i> »</p> <p>L'inspection signale que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la capacité maximale autorisée étant de 250 000 t/an ; • l'article 39 de l'AMPG du 26/11/2012 relatif à la rubrique 2515 (installation de broyage) prévoyant également une surveillance par jauge ; • l'arrêté ministériel 22/09/1994 fixant un objectif d'empoussièrement pour les jauges positionnées à proximité des habitations ; <p>la surveillance doit dorénavant être réalisée par la méthode des jauges.</p> <p>Demande de l'inspection à la suite du constat :</p> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales doit être assuré par jauges de retombées afin notamment de pouvoir apprécier les résultats au regard de l'objectif fixé pour les jauges de type b. Si nécessaire le suivi peut dans un premier temps être réalisé avec les 2 méthodes afin de pouvoir comparer les résultats et apprécier l'évolution dans le temps et la continuité entre les 2 méthodes de mesure.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Bilan surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.9
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan surveillance des retombées de poussières
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant présente le rapport annuel 2024 concernant le suivi des retombées de poussières rédigé par l'association Atmo Occitanie. Le suivi est réalisé par l'intermédiaire de 6 plaquettes positionnées dans la vallée du Quérol et permettant le suivi des différentes installations. La surveillance est réalisée en continu toute l'année, les plaquettes sont relevées tous les mois. Les conclusions du rapport résultats de 2024 montrent que : <ul style="list-style-type: none">• l'activité de la carrière a ponctuellement une forte influence sur l'empoussièrement de son environnement immédiat. Cependant, cette influence apparaît moins marquée qu'en 2023,• cette influence diminue très rapidement avec la distance pour être faible à partir de 150 mètres,• des sources de poussières, autres que la carrière, sont présentes et peuvent significativement impacter ponctuellement et localement l'empoussièrement de la zone,• l'activité de la carrière pourrait avoir une faible influence sur l'empoussièrement des hameaux de Riutès et Ques ;• l'activité de la carrière n'a pas d'influence sur l'empoussièrement du village de Latour-de-Carol. L'étude météorologique a été réalisée à partir des données de la station Météo France de Targassonne, située à environ 10 km à l'Est de la carrière. L'exploitant indique qu'au début 2024 d'importants travaux ont été engagés pour améliorer la brumisation sur l'installation de traitement et l'arrosage des stocks et pistes, ce qui peut expliquer également la diminution des retombées constatée entre 2023 et 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Limitation des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1 & 19.2
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation émissions poussières
Prescription contrôlée : Article 19.1 Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement « de l'installation » sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception « de l'installation » prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 19.2

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envols de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de foration des trous de mines doivent être équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

Constats :

L'exploitant confirme avoir mis en place les mesures classiques pour limiter les émissions de poussière dans l'environnement, à savoir :

- pistes principales équipées d'un dispositif fixe d'arrosage ;
- vitesse de circulation limitée sur les pistes ;
- dispositifs d'aspersion et brumisation positionnés sur les points le nécessitant au niveau de l'installation de traitement : jetée des tapis, alimentation des broyeurs, cribles ;
- présence de canons à eau fixe permettant d'arroser la zone de stockage des produits finis ;
- foreuse est équipée d'une installation de dépoussiérage ;
- rampe d'arrosage permettant d'humidifier les chargements des camions des clients.

L'inspection note toutefois que :

- l'installation est très ancienne et qu'aucun tapis n'est capoté ;
- l'installation de traitement n'est pas équipée d'un système de captation de poussières associé à un système de traitement des rejets canalisés ;
- aucun dispositif n'est prévu actuellement pour arroser les pistes secondaires permettant d'accéder aux fronts ;
- l'exploitant n'a pas fixé une d'obligation de bâchage des semi-remorques des clients, notamment ceux transportant les éléments fins (sable).

L'inspection n'a toutefois pas constaté d'émission de poussières importantes le jour de la visite.

L'exploitant présente le registre de surveillance annuel des dispositifs prévention des émissions de poussière qui intègre :

- le contrôle des dispositifs de brumisation et d'aspersion ;
- le système d'arrosage des pistes et de la zone de stockage ;

- l'aspersion au niveau du laveur de roues.

L'exploitant indique également que le système d'aspersion du chargement et d'aspersion latérale au niveau du laveur de roues a été remis en état et que les canons permettant les aspersions de la zone de stockage des produits finis ont été équipées d'un système d'automatisation ce qui permet le fonctionnement y compris en dehors des heures ouvrées.

La présence de ces dispositifs a été vérifiée par sondage au cours de la visite de terrain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vérification de la clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de la clôture

Prescription contrôlée :

Le pourtour de la carrière sera fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement (ronces artificielles - câble - grillage... etc.). Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes. Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès, et d'autre part de loin en loin le long de la clôture.

Ces pancartes indiqueront suivant le cas : DANGER - CARRIERE - INTERDICTION DE PENETRER - EBOULEMENT - CHUTE DE BLOC - TIR DE MINES ... etc.

Le bon état de la clôture et la présence des différentes bornes prévues à l'article 8.1.2 sont vérifiés, sur tout le pourtour du site, au moins une fois par an avant la reprise de l'exploitation à la fin de l'hivernage. Ces vérifications seront consignées sur un registre.

Constats :

Le tracé de la clôture est repris sur le plan d'exploitation.

L'exploitant présente le registre justifiant le contrôle de la clôture et panneaux (réalisé en mai et septembre sur 2024).

Au cours de la visite de terrain l'inspection n'a pas constaté de dégradation de la clôture (à l'ouest et au nord du site).

L'exploitant indique toutefois qu'un linéaire en partie Est de la carrière doit être remis en état.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Respect des conditions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.4

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation sera conduite par gradins d'une hauteur maximale de 15 mètres. Les fronts des gradins auront une pente comprise entre 72 et 80° par rapport à l'horizontale.

[...]

Les banquettes d'extraction sur lesquelles les engins doivent circuler ont une largeur supérieure à 10m. Cette largeur est ramenées à 6,5 m minimum en fin d'exploitation. Un merlon de protection est mis en place au bord du gradin conformément aux dispositions du RGIE.

Constats :

Le non-respect des conditions et de la géométrie de l'exploitation a fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 12/08/2022 suite à l'inspection du 31/05/2022.

En réponse l'exploitant a transmis le plan d'exploitation et 5 profils en long permettant de vérifier la géométrie de l'exploitation. Globalement la géométrie est respectée exceptée la zone de glissement sur le gradin 1340 (profil P03) et qui a été confortée avec des enrochements.

Un registre de suivi hebdomadaire pendant les périodes d'exploitation a été mis en place afin de surveiller les fronts et gradins.

Pour rappel, d'une part le gisement exploité à flanc de relief est très hétérogène (granites et cornéennes recouvertes par des moraines) et présente de nombreuses discontinuités et d'autre part lorsque la société Colas a repris l'exploitation de cette carrière fin des années 1998 la carrière comportait des fronts de très grande hauteur (> 40m) qu'il fallait remettre en sécurité.

L'inspection confirme que l'exploitant doit être particulièrement attentif au respect de la géométrie de l'exploitation compte tenu du faible recul disponible pour étager les 9 gradins entre les côtes d'exploitation prévues 1280 et 1400 m NGF.

Cf la demande formulée au point de contrôle n°2 concernant la nécessité de joindre au bilan annuel les profils en long associés au plan d'exploitation mis à jour annuellement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Respect du Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2010, article 8.1.7.5

Thème(s) : Risques chroniques, Respect du Phasage

Prescription contrôlée :

3e phase quinquennale :

Au Nord, l'exploitation porte sur les niveaux 1390, 1375 et 1360 m NGF avec une remise en état coordonnée des fronts 1360 - 1375 et 1375 - 1390, de la banquette 1375 et pour partie de la banquette 1360 m NGF.

La banquette 1390 m NGF et le front qui la surplombe sont définitivement remis en état.

Au Sud, l'exploitation porte sur les niveaux 1325, 1310 et 1295 m NGF avec la remise en état définitive de la banquette 1325 m NGF et du front supérieur.

Constats :

Le rapport annuel d'activité donne le bilan de l'exploitation de l'année ; sur 2024 les extractions ont été effectuées entre les gradins 1325 et 1355 dans la partie ouest et centrale de la zone d'extraction. La production a été de 42000 t.

Les zones remises en état correspondent aux risbermes 1340, 1355, 1370, 1385 et 1400 à l'est du site, ce qui est cohérent avec le plan de phasage pour la période T0 + 15 qui s'achève en 2025.

L'inspection note cependant un retard d'exploitation du gradin 1390 au nord ouest (zone d'extension) pour la phase en cours qui s'achève en 2025 et rappelle les engagements de l'exploitant lors de l'instruction de la demande d'autorisation consistant à exploiter en priorité les fronts sommitaux afin de pourvoir les remettre en état en priorité.

Le jour de la visite les travaux étaient toutefois en cours afin de tracer la piste permettant de reprendre l'exploitation sur cette partie sommitale de la carrière au nord-ouest et de redescendre les gradins successivement de haut en bas à partir du gradin 1390 comme prévu au plan d'exploitation.

L'exploitant précise que ce front étant dans de la moraine, il pourra être exploité rapidement car ne nécessite pas l'emploi d'explosifs.

L'exploitant présente une vidéo 3D réalisée sur la base des relevés géométriques de la carrière, qui simule la poursuite de l'exploitation et confirme le respect du phasage.

L'exploitant précise que l'exploitation est suivie à l'aide d'une canne GPS associée à une tablette numérique intégrant le plan de phasage, ce qui facilite l'implantation des différents gradins et talus.

Type de suites proposées : Sans suite